

"La "supranationale" chrétienne" dans Rheinische Post (17 janvier 1948)

Légende: Le 17 janvier 1948, commentant le prochain congrès à Luxembourg des Nouvelles équipes internationales (NEI), le quotidien allemand Rheinische Post retrace l'évolution politique des partis démocrates-chrétiens en Europe occidentale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Source: Rheinische Post. Zeitung für Politik und christliche Kultur. 17.01.1948. Düsseldorf: Rheinische Post. "Die christliche Übernationale".

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_supranationale_chretienne_dans_rheinische_post_17_janvier_1948-fr-of500ofd-9128-4ad9-afd3-0771018d97d7.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La «supranationale» chrétienne

Les partis chrétiens-démocrates d'Europe de l'ouest – avant le Congrès de Luxembourg

Les hommes politiques d'Europe de l'Ouest, qui se réuniront à Luxembourg du 30 janvier au 1^{er} février, afficheront un point commun, à savoir l'orientation chrétienne et démocratique de leur politique. Pour la première fois depuis la dictature hitlérienne, des représentants allemands participeront eux aussi à ces débats, à savoir Messieurs Adenauer, Jakob Kaiser, Josef Müller et Löns. La réunion a été convoquée par la NEI (Nouvelle Équipe Internationale), une association française, qui a pour objectif la coordination des partis européens chrétiens-démocrates. Ces aspirations n'ont en fin de compte pas été favorablement accueillies par l'Allemagne, mais M. Joseph Müller avait déjà déclaré, au printemps 1946, qu'une «Union chrétienne européenne» était l'objectif à long terme du parti allemand CDU/CSU. Süsterhenn, ministre de la Justice de la Rhénanie-Palatinat, a lui aussi revendiqué cet objectif, lorsque, s'adressant au MRP français, le parti du ministre des Affaires étrangères Bidault, il a émis le vœu de débattre de la question de la collaboration internationale des partis chrétiens. De son côté, le MRP est allé au-devant de ce désir, car, il y a un an, il a, lors de son congrès annuel à Paris, adopté une résolution en faveur d'une «Confédération d'États européens». Il n'est pas étonnant que ces aspirations soient également accueillies avec sympathie en Grande-Bretagne. Ainsi, la presse anglaise s'est déjà intéressée en détail à la question de savoir jusqu'à quel point une «supranationale» chrétienne en Europe de l'Ouest pourrait être considérée comme un élément politique porteur d'un bloc occidental. Il serait toutefois prématuré de fonder de grands espoirs sur ces discussions qui pourraient voir le jour sous peu. L'évolution en France a clairement démontré que les mouvements chrétiens-démocrates doivent d'abord se consolider davantage. Il est probable que les partis de la même mouvance des autres pays d'Europe de l'Ouest traverseront une crise similaire. Toujours est-il qu'une vue d'ensemble sur leur évolution réalisée jusqu'ici permet de tirer certaines conclusions.

Autriche

Le «Parti populaire autrichien», issu du «parti populaire socio-chrétien» a remporté une grande victoire lors des dernières élections et siège depuis lors au gouvernement, représenté entre autres par le chancelier Figl et le ministre des Affaires étrangères Gruber. Bien sûr, en tant que parti gouvernant d'un pays occupé, il est confronté à de lourds fardeaux. Ajoutons à cela que, dans l'atmosphère chaotique de la première période d'après-guerre, de nombreux éléments du camp bourgeois, conservateur et national, qui ne lui appartenaient pas à proprement parler, se sont associés à lui. Sa destinée ultérieure dépendra en grande partie du développement politique de l'Autriche, qui sera même déterminé par l'extérieur, à savoir par la Russie et par les puissances occidentales.

Suisse et Italie

À Luxembourg, on attend les représentants du «Parti conservateur» suisse, l'un des trois grands partis du pays au premier rang de la politique fédérale, représenté cette année par le président fédéral Celio. Bien que la proposition, émise il y a quelques temps par Celio, de rebaptiser son parti le «Parti démocrate-chrétien» n'ait pas abouti, il est toutefois significatif pour les conservateurs que leurs anciens points de programme de 1894, à savoir la culture occidentale, le progrès social et la préservation de la liberté des hommes, soient toujours d'actualité dans les vallées alpines et qu'ils aient même retrouvé récemment un regain d'intérêt en relation avec les aspects paneuropéens.

Ces derniers mois et ces dernières semaines, le parti italien «Democrazia Cristiana» se heurte sérieusement au communisme très puissant et actif de la péninsule des Apennins. Comme les démocrates chrétiens, qui soutiennent également le Premier ministre de Gasperi, ont accepté la particularité du creuset de forces hétérogènes, ils ne retireront qu'un seul avantage de cette bataille, qui constitue une épreuve. Car, comme chacun sait, seuls les fruits pourris tombent d'un arbre quand on le secoue. Le parti est issu du «Parti populaire catholique», qui fut fondé en 1909 par Luigi Sturzo, et qui, en 1919 déjà, était le troisième parti le plus puissant du pays. À cette époque déjà, ce parti regroupait des forces bourgeoises, qui étaient disposées à se soumettre à une direction cléricale. Après la chute de Mussolini, le Parti populaire fut rebaptisé «Parti démocrate-chrétien» et continua à sortir vainqueur des élections. Son nouveau visage est notamment

caractérisé par le refus de la monarchie. Mais, pour le parti, sa portée internationale est plus importante que cette prise de position en matière de politique intérieure, car, exactement comme l'Allemagne et l'Autriche, l'Italie se trouve aujourd'hui en première ligne du conflit entre l'Occident et l'Orient. La «Democrazia Cristiana» a depuis longtemps pris position dans ce conflit et son secrétaire général a un jour formulé sa position de la manière suivante: «La civilisation italienne est une civilisation occidentale et chrétienne».

France

Quelles personnalités représenteront le Mouvement républicain populaire à Luxembourg? Maurice Schumann, Maritain ou même Bidault? Quels qu'ils soient, ses représentants se montreront sous un jour différent de ce qu'ils auraient pu faire il y a un an, car, entretemps, le MRP a subi de graves pertes du fait de l'irruption du Général de Gaulle. Malgré cela, le cœur de ce parti est sain, et il s'appuie sur le mouvement de la jeunesse catholique français, très actif, et sur les meilleures forces de la résistance. Ces facteurs peuvent donc également expliquer la grande victoire du parti lors des élections de 1945 et de 1946. À l'Assemblée nationale, il est pour l'instant encore représenté par 166 membres. Toutefois, le MRP devra encore se débarrasser de nombreux poids morts, car il était jusque-là le creuset de nombreuses forces instables, essentiellement réactionnaires, que la guerre avait laissées politiquement sans toit. Même s'il parvient à surmonter ce processus, il est indéniable que le MRP restera une puissance de premier ordre dans la politique française.

Belgique, Luxembourg, Pays-Bas

Les démocrates chrétiens belges représentent eux aussi, avec leur «parti socio-chrétien», le plus grand groupe politique de leur pays. Le parti est fortement ancré à droite et, en matière de politique intérieure, se différencie des autres partis, surtout à cause du soutien qu'il apporte au roi exilé en Suisse. La question royale fut également la raison qui, en août 1945, a poussé ses ministres à démissionner du gouvernement. Il puise une partie de ses forces dans le fait que c'est un parti composé de forces jeunes: plus de deux tiers de ses députés viennent d'organisations de la jeunesse. Le parti, qui s'appelait auparavant «Parti populaire catholique», a également pu tirer profit de cette dénomination en mettant aujourd'hui l'accent sur son caractère supraconfessionnel et en proclamant un programme social de réorganisation de la société humaine et de la civilisation occidentale.

La force du parti catholique luxembourgeois réside dans l'expression de l'orientation religieuse traditionnelle de la population de ce petit pays. Lors des premières élections d'après-guerre, le parti a obtenu 23 des 51 sièges du Parlement et a par conséquent joué le rôle principal dans la coalition gouvernementale. Dans le pays voisin, aux Pays-Bas, l'élément chrétien occupe une place encore plus forte dans la vie du nouveau parti dénommé «Parti des travailleurs», créé sous l'influence des socio-démocrates, de l'Union démocrate chrétienne et d'autres partis et imprégné d'un socialisme basé sur l'éthique et la religion. Le «Parti populaire catholique» arrive à la deuxième place, suivi par le «Parti antirévolutionnaire», qui est la représentation politique des calvinistes orthodoxes, et «l'Union chrétienne historique», un parti de droite protestant, qui s'est séparé des calvinistes en 1805.

Europe du Nord

Le Danemark, également représenté dans la NEI, n'enverra certainement à Luxembourg qu'une délégation du «Georgistisk Retsforbund». Cette alliance de droite, qui est souvent citée comme un parti populaire chrétien, n'est pour l'instant qu'un petit groupe présentant un programme axé sur la religion. C'est peu surprenant, étant donné l'attitude fondamentale spirituelle et religieuse de ce pays. Il n'en demeure pas moins que cette alliance doit être prise au sérieux car, lors des dernières élections, elle a doublé son nombre de parlementaires, désormais porté à six, par rapport à 1945 et l'a même triplé par rapport à 1943. Si l'Europe du nord affiche ainsi une représentation marginale au Congrès de Luxembourg, on en oublierait presque que la Grande-Bretagne n'est pour l'instant pas du tout représentée dans la NEI. La démocratie chrétienne est tellement naturelle dans ces pays qu'elle ne fait pratiquement pas l'objet de discussions. Cela fait bien longtemps déjà que Sir Stafford Cripps en personne avait anticipé le thème qui sera abordé au congrès de Luxembourg dans son livre intitulé «Towards Christian Democracy».